

Sud

Solidaires, unitaires, démocratiques

SYNDICAT SUD
RENAULT LARDY
1 ALLEE CORNUEL
91 510 LARDY
CTL L71 005

sudrenault-lardy@outlook.fr



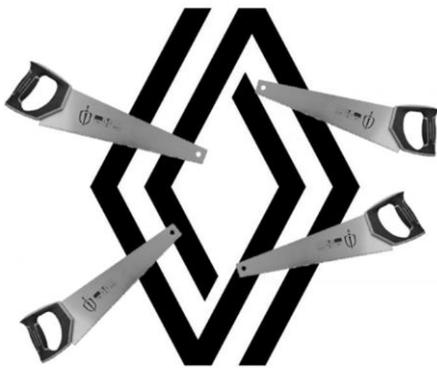
Union Syndicale Sud
du Groupe Renault

N°5

Mai 2022

Horse et Ampère : le cheval de bataille de De Meo crée des tensions

C'est encore par la presse que nous avons appris que Luca De Meo et Thierry Pieton, le nouveau directeur financier, avaient rencontré fin mars des « analystes financiers » pour faire le point sur le **projet de découpage de Renault en plusieurs entités**. Vendredi 8 avril lors du « All-Staff Meeting » de l'Ingénierie, Gilles Le Borgne, interpellé par un élu SUD, a déclaré qu'il était « **trop tôt pour en parler** » car il s'agirait d'une « étude exploratoire ». Pourtant depuis, il ne se passe pas une semaine sans annonce dans la presse qui fait même référence à une possible mise en bourse dès 2023 d'une entité regroupant les activités Electriques et Mobilize (qui porterait le nom de « Ampère » ou « New Mobility » selon l'agence de presse Bloomberg) et à un transfert des activités Thermiques et Hybrides dans une joint-venture (nommée « Horse ») où Renault



serait minoritaire. Le démantèlement serait en cours : vente d'actions Nissan, vente d'AvtoVAZ pour 1 rouble symbolique, Geely prend 34% des activités coréennes de Renault...

Un démantèlement aux conséquences énormes pour les salariés

En cas de scission, les accords d'entreprise qui déterminent les droits des salariés (emploi, salaires, temps de travail, mutuelle...) **seraient entièrement revus**

au moment de leur transfert dans ces nouvelles entités, comme c'est le cas pour les salariés de Renault Douai, Maubeuge et Ruitz transférés dans la filiale Renault Electricity, ou pour les salariés de la maintenance des moyens d'essai de l'Ingénierie qui ont été transférés chez P2M en utilisant l'article le L1224-1 du Code du travail. La mise en bourse de « Renault New Mobility » et la vente de ses activités Thermiques et Hybrides permettraient à Renault d'obtenir du cash. Mais quel avenir pour les salariés qui travaillent sur le Thermique ou l'Hybride, alors que Horse serait délocalisée hors de France selon la presse ? Quelles seront les possibilités de reconversion vers Ampère lorsque leur travail sera terminé et que la branche sera coupée ? Quel avenir pour les sites d'Aubevoye et de Lardy ? Pour en

savoir plus sur ces projets, **pour obtenir des garanties afin qu'ils ne conduisent pas à rabaisser nos droits, à imposer à des salariés des transferts vers d'autres sociétés ou filiales et à réduire encore davantage les emplois, il faudra que nous prenions nos affaires en main et nous mobiliser.**



Le Collectif MERL expose ses craintes au ministère de l'Économie

Fin mars, des membres du collectif de Maintien de l'Emploi à Renault Lardy (MERL) ont interpellé publiquement Bruno Le Maire, ministre de l'Économie, au sujet de l'avenir du site. Contre toute attente, celui-ci a demandé à un de ses assistants, M. Basile Thodoroff, de faire le point sur les inquiétudes des salariés du CTL. Six membres du collectif ont donc accepté une visioconférence avec lui.

Les représentants du collectif ont d'abord exposé la situation du site et les inquiétudes quant à l'avenir de celui-ci. Pélemêle, ils ont évoqué : les récents plans de départs (1000 postes en moins en 3 ans), la diminution des bâtiments occupés, la division par 2 du budget investissement ces dernières années, la délocalisation de nombreux postes en Espagne et en Roumanie notamment, la suppression des activités thermiques et hybrides progressive d'ici 2025, l'absence de formations sérieuses sur l'électrification à proposer aux employés et le projet de scission électrique/thermique mené au pas de charge par M. De Meo. M. Thodoroff s'est montré attentif et semblait intéressé par les informations dont disposait le collectif et qu'il semblait ignorer, au moins en partie. De son point de vue, la reconversion vers l'électrique est une étape des plus importante pour Renault et ses services entendent bien favoriser son franchissement, mais il a bien insisté sur le fait que cela devait se faire en conservant l'emploi en France autant que possible. Ses services sont en rapport avec Renault au sujet du projet de scission ampère/horse mais pour lui, ce n'est encore qu'un projet qui promet d'être fastidieux à mettre en place étant donné les difficultés que cela représente, et notamment pour que cela soit bénéfique à l'entreprise sans nuire à l'emploi sur le territoire Français, selon lui. Il a même demandé quels seraient selon nous, les avantages et les inconvénients que cela pourrait provoquer. Il a précisé que les moteurs thermiques dans le monde n'étaient pas au bout de leur existence et que cela devait encore générer des activités d'ingénierie en France... La délégation a rappelé qu'à Lardy au moins, la disparition de tels développements était programmée d'ici 2026 au plus tard et cela semble l'avoir surpris.

En conclusion, l'assistant du ministre va remonter les informations collectées à ses services afin de les croiser avec celles fournies par Renault. Ils vont continuer d'étudier le projet de scission à la lumière des quelques points qui inquiètent les salariés du CTL, et il a proposé de se revoir d'ici quelques semaines avec de nouvelles informations de part et d'autre.

Il ne faut pas attendre de miracle de cette entrevue, mais cela a donné au moins la possibilité d'évoquer, auprès de quelqu'un qui représente 15% des actionnaires et qui a un pouvoir décisionnel, les inquiétudes et les remarques des salariés au sujet de l'avenir très mouvant de notre entreprise. De ce point de vue, **l'objectif du collectif MERL qui est d'alerter sur la situation du Centre Technique de Lardy et sur la non-communication de la Direction de Renault est atteint.**

Soutenez la grève des salariés du nettoyage PEI du Technocentre

Depuis 8 jours les salariés de PEI au Technocentre sont en grève. Ils perdent jusqu'à 300 euros par mois à cause du chômage partiel et de la décision de Renault de fermer certains bâtiments le vendredi. Ils doivent de plus faire face à l'attitude agressive de la direction de Renault qui leur interdit l'accès au site en bloquant les entrées (barrières, police, maîtres-chiens...).

Vous pouvez les soutenir en signant la pétition :

<https://chng.it/D2SS49yXPN>

et en versant à leur **caisse de grève** en contactant les militants de SUD au CTL ou au TCR.

**Mardi 17 Mai à 10H devant l'entrée
principale du CTL, tous en grève !**

**Non au démantèlement de
Renault !**

**Ce n'est pas à nous de payer
leurs opérations boursières !**